

L'ÉDITO

Eric Deffet

LA COHÉSION SOCIALE DOIT ÊTRE L'AFFAIRE DE TOUS

De quoi Bruxelles, la Wallonie, la Belgique et toute la planète en définitive auront-elles le plus besoin en 2017 à la lumière du bilan désastreux de 2016 ? En deux mots comme en cent, de « cohésion sociale » ! On peut le dire autrement, avec les nuances qu'imposent des situations complexes : le monde réclame du « vivre ensemble », du respect mutuel et un dialogue constructif entre tous les courants de pensée et de vie qui nourrissent nos sociétés. On est loin du compte. Avec l'appui des réseaux sociaux qui font circuler images tronquées et idées réductrices à toute allure, jamais les Terriens n'ont semblé aussi déchirés. Ils sont traversés par des courants destructeurs qui font du voisin un étranger et

de l'étranger un ennemi.

Les bombes ravagent la Syrie, les terroristes brisent des vies et pendant ce temps, les banlieues

n'en finissent pas de se chercher un avenir, les plus jeunes peinent à trouver un premier emploi et des familles entières se retranchent derrière les quatre murs d'une existence misérable. Comme s'il fallait ajouter du malheur au malheur.

Des courants qui font du voisin un étranger et de l'étranger un ennemi

De la cohérence politique devrait naître la cohésion sociale. Mais ainsi vont les finances publiques, un coup par ici, un coup par là, selon une logique qui laisse perplexe : le gouvernement wallon décide de raboter les moyens attribués aux plans locaux de

cohésion sociale au moment-même où il dépose au parlement un décret sur un futur plan, de cohésion sociale toujours, mais à l'échelle régionale cette fois. Une bonne idée ? Un cafouillage potentiel ? Une concurrence stérile en vue ? Personne n'en sait rien, advienne que pourra.

Il faudrait oser dépasser les contingences politiques pour se rendre à l'évidence : la cohésion sociale ne se décrète pas. Il n'est pas question ici de routes à réparer et de logements à construire, bref de politiques et de budgets fonctionnels qui suscitent des jalousies entre partis et entre ministres. L'objectif final d'une société plus harmonieuse doit aller au-delà des départements et des portefeuilles, des « plans » en tous genres aussi, pour irriguer tous les projets et tous les dossiers. La quête d'un « vivre ensemble » assumé par tous passe aussi par des commerces de qualité dans des villes réinventées, des technologies qui bénéficient aux anciens comme aux modernes, des enseignants motivés et des pédagogies audacieuses, des théâtres ouverts à tous les publics et des stades où le sport l'emporte sur la bêtise... On allait oublier : cette recherche doit être portée par des gens d'ici et d'ailleurs qui transcendent leurs différences. La cohésion sociale est une question de vie ou de mort pour nos sociétés.